

Nouveau test électoral pour Correa en Equateur

dimanche 26 avril 2009, 08:57

Les Equatoriens sont appelés à choisir dimanche leurs représentants et à élire leur président, un scrutin pour lequel le chef de l'Etat Rafael Correa, tenant du socialisme du XXIème siècle comme son allié vénézuélien Hugo Chavez, part largement favori.

Quelque 10,5 millions d'Equatoriens sur 14 doivent se rendre aux urnes entre 7h00 et 17h00 locales (12h00 et 22h00 GMT), deux ans après l'arrivée au pouvoir, en janvier 2007, de Rafael Correa, et un peu plus de six mois après l'adoption d'une Constitution d'inspiration socialiste, le 28 septembre 2008.

Dimanche, ils devront notamment décider s'ils reconduisent le président et déterminer la composition de l'assemblée avec laquelle il cherchera à approfondir son programme.

Les missions d'observation électorale de l'Union européenne et de l'Organisation des Etats américains ont estimé samedi que le scrutin se déroulerait dans de bonnes conditions. « *Une certaine tranquillité, nécessaire à des élections, s'est installée* », a déclaré le chef de la mission électorale de l'OEA, Enrique Correa.

Les instituts de sondage ont pronostiqué une victoire nette du chef de l'Etat sortant, qui jouit d'un taux de popularité de près de 60 % et pourrait être élu dès le premier tour.

En deux ans, Rafael Correa, qui avait failli ne pas être élu en 2006 -- son opposant Alvaro Noboa ayant alors obtenu 26,8 % des suffrages au premier tour, contre 22,8 % pour Correa -- a assis son autorité dans un pays instable qui a vu défiler sept présidents entre 1996 et 2007, dont trois ont été renversés.

Porté par la flambée des cours du pétrole -- jusqu'à 117 dollars le baril de brut équatorien, principale ressource du pays, en juin 2008 -- Rafael Correa s'est occupé des plus pauvres, dans un pays où 38 % de la population vit sous le seuil de pauvreté.

Les aides aux plus démunis, à l'éducation, au logement, pour la santé se sont multipliées.

A l'étranger, il a aussi fait entendre l'Equateur, jusque-là connu essentiellement pour ses difficultés financières endémiques, ses scandales de corruption et ses éruptions volcaniques.

Cet économiste de gauche a tenu tête aux compagnies pétrolières étrangères, exigeant davantage de dividendes, et a décidé en décembre de déclarer l'Équateur en moratoire sur un tiers de sa dette internationale, jugée « illégitime ».

Ses principaux concurrents, le nationaliste et ex-président Lucio Gutierrez (16 % des intentions de vote) et le milliardaire Alvaro Noboa (12 %), ont cherché à remettre en cause son bilan en l'accusant de dilapider l'argent public sans tenir compte de l'effondrement des cours du pétrole.

L'opposition a également dénoncé l'inéquité de la campagne, marquée selon elle par l'omniprésence du chef de l'État, qui a occupé selon un décompte publié vendredi par un journal critique 1.148 minutes de temps d'antenne, contre 168 pour ses opposants.

Exsangue, elle s'est repliée en fin de campagne sur une stratégie destinée à regagner du poids à l'assemblée, où le parti Alianza País de Rafael Correa pourrait remporter, selon les prévisions, jusqu'à 60 sièges sur 124. Dans cette configuration, seule la création d'une coalition entre Société patriotique de Lucio Gutierrez et le Prian (Parti rénovateur institutionnel d'action nationale) d'Alvaro Noboa pourrait mettre des bâtons dans les roues de Rafael Correa.

« Ils veulent nous enlever l'assemblée (...) pour nous imposer le libéralisme (...) il est fondamental que nous remportions l'assemblée », a insisté jeudi, lors de la clôture de sa campagne, Rafael Correa. « Cette révolution du peuple est en marche et rien ni personne ne l'arrêtera », avait-il aussi clamé la veille, sûr de sa victoire.